



jti **CERTIFIÉ**

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

Nouveau partenariat

Ecobank + **WorldFirst**

La Banque Panafricaine



Une assemblée générale innovante pour un secteur en transformation à Kpalimé P.4

SOUTIEN DES PAYS À FAIBLE REVENU



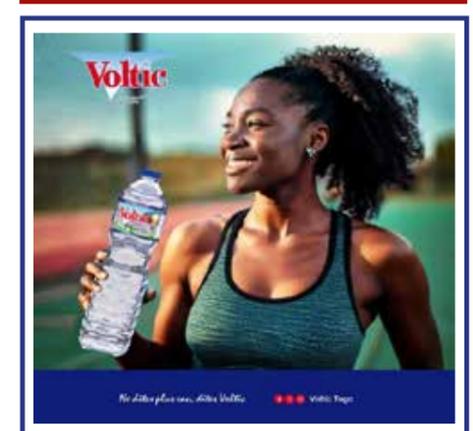
La BOAD devient officiellement membre de l'Alliance Mondiale Contre la Faim et la Pauvreté P.2

YAOUNDÉ

Thychlof décroche un gré à gré de 16 milliards de FCFA pour la collecte des ordures P.6

SIMPLIFICATION DES PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS DES PME AFRICAINES

Ant International's WorldFirst et Ecobank scellent un partenariat stratégique



CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITE

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*

8866 Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

www.canalbox.tg

Soutien des pays à faible revenu

La BOAD devient officiellement membre de l'Alliance Mondiale Contre la Faim et la Pauvreté

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a récemment annoncé son adhésion officielle à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.

Yves ATCHANOUVI

Lancée par la présidence brésilienne du G20, cette initiative vise à éradiquer la faim et la pauvreté (ODD 1 & 2) et à réduire les inégalités (ODD 10) en soutenant les pays à faible revenu.

La BOAD s'engage à renforcer ses actions en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest en rejoignant les 197 membres de l'Alliance, qui comprennent déjà 102 pays, 29 organisations internationales, 14 institutions financières et 52 fondations.

Cette adhésion, validée en août 2025, permettra à la Banque de bénéficier des synergies internationales et d'accéder à des mécanismes de soutien spécialisés pour atteindre ses objectifs.

L'adhésion de la BOAD

s'articule autour de deux piliers majeurs de l'Alliance notamment le financement et le partage de connaissances.

Sur le volet Financement, la Banque partagera ses objectifs de financement de projets axés sur la sécurité alimentaire dans la sous-région, contribuant ainsi à l'effort mondial.

En ce qui concerne le volet Partage de connaissances, forte de plus de 50 ans d'expérience au service des populations des États membres de l'UEMOA, la BOAD apportera son expertise et son savoir-faire dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

En contrepartie, elle bénéficiera de l'expérience d'un vaste réseau de partenaires engagés à trouver des solutions durables à la pauvreté et à la faim dans le monde.

Cette collaboration renforcée permettra à la BOAD d'accélérer



devient membre



la mise en œuvre de programmes à fort impact, en s'appuyant sur les instruments politiques et le soutien financier mobilisés par l'Alliance.

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des États de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Etablissement public à caractère international, la BOAD a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses statuts, « de promouvoir

le développement équilibré des États membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest » en finançant des projets prioritaires de développement. Elle est accréditée auprès des trois mécanismes de financement de la finance climat (GEF, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions relatives à la construction d'une architecture internationale de

la finance climat. Elle abrite, depuis janvier 2013, le premier Centre régional de collaboration (CRC) sur le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) dont le but est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé, pour l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque coprésidait l'International Development Finance Club (IDFC), et en assure seule la Présidence depuis le 27 février 2025. Ce Club réunit 27 banques nationales, régionales et bilatérales de Développement du monde entier.

Créée en novembre 2024 sur proposition de la présidence brésilienne lors du G20, l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté a pour mission de catalyser l'action collective pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) 1, 2 et 10. Son objectif est de faire bénéficier 500 millions de personnes de programmes de transferts monétaires d'ici 2030, en s'appuyant sur un ensemble de politiques rigoureusement évaluées pour garantir l'efficacité des investissements.

Le Togo se prépare pour la COP30

Mobilisation des partenaires et stratégies préalables

À l'approche de la 30^e Conférence des Parties sur le climat (COP30), prévue du 10 au 21 novembre 2025 à Belém, au Brésil, le Togo s'engage déjà dans une dynamique de préparation. Du 8 au 12 septembre dernier, le ministre de l'Environnement, Foli-Bazi Katari, a conduit une série de rencontres avec plusieurs partenaires stratégiques afin de mobiliser leur soutien pour les enjeux environnementaux du pays.

Anissatou AFFO

Cette initiative a vu la participation de six institutions internationales majeures : la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), l'OMS (Organisation mondiale de la santé), le

Programme alimentaire mondial (PAM) et l'ambassade d'Allemagne. Au cœur des discussions, les propositions que le Togo envisage de défendre à la COP30 ainsi que des stratégies de négociation destinées à maximiser les bénéfices en matière de protection de l'environnement.

Lors d'un entretien avec Oyetoundé Djiwa, chef du bureau de la FAO au Togo, le ministre Katari a insisté sur la



nécessité d'intégrer les enjeux climatiques dans les politiques de développement rural. Les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et producteurs forestiers sont en première ligne face aux dérèglements climatiques. Il est essentiel que les politiques leur offrent des solutions durables pour sécuriser leurs activités et leurs revenus.

Le ministre a également souligné son engagement ferme : « On ne doit pas aller à la COP, encore moins en revenir, les mains vides. » Pour se préparer efficacement,

les suggestions recueillies lors de ces rencontres seront examinées par un comité interministériel. Ce dernier aura pour mission de développer un document-cadre qui regroupera les priorités que le Togo défendra lors de la grande rencontre de Belém. Ce document sera ensuite partagé lors d'une nouvelle rencontre avec les partenaires, avant d'être validé pour faire l'objet d'une ultime révision. Une telle méthodologie vise à garantir que les propositions du Togo soient à la fois pertinentes et soutenues par un large consensus.

La COP30, organisée sous l'égide des Nations unies dans le cadre de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC), sera un moment crucial pour la communauté internationale. Après Dubaï

pour la COP28 et Bakou pour la COP29, Belém rassemblera les États signataires, mais également un ensemble d'acteurs du secteur privé, dont le rôle sera déterminant dans la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030. La préparation du Togo en amont de la COP30 est un témoignage de l'urgence d'agir face aux enjeux environnementaux. Avec une mobilisation proactive de partenaires internationaux et une approche intégrée dans les politiques de développement, le pays aspire à faire entendre sa voix sur la scène mondiale et à promouvoir des solutions durables adaptées à sa réalité. Les prochaines étapes seront cruciales pour établir des priorités claires qui reflètent les enjeux locaux et globaux liés à la crise climatique.

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Simplification des paiements transfrontaliers des PME africaines

Ant International's WorldFirst et Ecobank scellent un partenariat stratégique

En vue de lever les obstacles rencontrés par les petites et moyennes entreprises (PME) et les entrepreneurs africains dans leurs échanges commerciaux transfrontaliers, afin de leur ouvrir de nouvelles opportunités de croissance, Ant International's WorldFirst, spécialisée dans les services de paiement transfrontaliers et de gestion de trésorerie pour les entreprises, a récemment annoncé à Shanghai, Chine, un partenariat stratégique avec le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain.

résolument engagé à soutenir cette transformation. Notre réseau inégalé, présent dans plus de 30 pays, connecte les PME africaines aux marchés régionaux et internationaux, en leur offrant les solutions financières nécessaires pour

aux forces technologiques de sa maison-mère Ant International, WorldFirst garantit une sécurité et une fiabilité de transaction de premier plan. L'entreprise a déjà accompagné plus de 1,2 million de clients, en

Patience SALLAH

Ant International est un leader mondial des solutions de paiement numérique, de digitalisation et de technologies financières, fournissant des infrastructures fiables favorisant la finance inclusive et le commerce transfrontalier.

Ce partenariat s'inscrit dans un contexte où l'Afrique joue un rôle croissant dans le commerce international. Selon le Rapport 2024 sur le développement économique en Afrique de la CNUCED, la mise en œuvre complète de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait créer un marché unique de 3 400 milliards de dollars. Les PME, qui représentent 80 % des emplois sur le continent, sont au cœur de cette transformation. Déjà, 46 % des entreprises africaines élargissent leur base de fournisseurs à l'échelle internationale, confirmant la demande croissante de solutions de financement et de paiements transfrontaliers accessibles, fluides et abordables.

La collaboration avec Ant International permettra de combiner le vaste réseau panafricain d'Ecobank et la technologie de paiement innovante de WorldFirst pour proposer aux PME africaines des solutions financières complètes, simplifiées et adaptées, qu'il s'agisse de

commerce intra-africain ou international.

Cette initiative vise à faciliter l'accès des PME africaines aux réseaux d'approvisionnement chinois et à offrir aux acheteurs des solutions de paiement simplifiées pour leurs transactions avec des fournisseurs à travers le monde. Elle contribuera ainsi à réduire les obstacles et la complexité opérationnelle, favorisant des échanges transfrontaliers plus fluides et efficaces.

« Nous sommes ravis de nous associer à Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Cette alliance stratégique représente une étape majeure dans le renforcement du réseau mondial de paiements de WorldFirst. En intégrant la présence de premier plan d'Ecobank à travers

l'Afrique, nous allons accélérer notre soutien aux PME de la région. Nous avons hâte de travailler ensemble afin d'offrir des services financiers plus efficaces, accessibles et innovants aux entreprises africaines » a déclaré Clara Shi, vice-présidente d'Ant International et CEO de WorldFirst.

« L'avenir économique de l'Afrique dépendra du succès de l'intégration commerciale continentale. Avec la ZLECAf, qui crée un marché unique de 1,4 milliard de personnes, nous avons une opportunité unique de positionner l'Afrique au cœur du commerce mondial et de lui permettre de jouer un rôle plus égalitaire dans la construction d'une économie globale inclusive. En tant que premier groupe bancaire panafricain, Ecobank est

croître, rivaliser et réussir à l'échelle mondiale. Le partenariat avec WorldFirst constitue une étape clé pour donner aux entrepreneurs africains les moyens de saisir pleinement ces opportunités » a indiqué Jeremy Awori, CEO du Groupe Ecobank. À propos de WorldFirst WorldFirst propose des services de paiements transfrontaliers et de gestion de trésorerie via son compte professionnel global, favorisant la croissance des PME actives dans l'e-commerce, le commerce et l'économie des plateformes. WorldFirst simplifie les opérations financières essentielles, notamment les paiements internationaux, les encaissements, les conversions de devises et la gestion de trésorerie, au sein d'un compte unique. Grâce

permettant des paiements dans plus de 100 devises et vers 210 pays et régions.

À propos d'Ecobank Ecobank Group est le premier groupe bancaire panafricain privé, disposant d'une expertise inégalée en Afrique. Présent dans 34 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis et en Chine, Ecobank offre une plateforme panafricaine unique, véritable passerelle pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et l'investissement. Le Groupe emploie plus de 14 000 collaborateurs et propose des solutions de banque de détail, commerciale, d'entreprise et d'investissement, sur divers canaux, y compris digitaux, à plus de 32 millions de clients.

Nouveau partenariat

Ecobank + **WorldFirst**
La Banque Panafricaine

L'Information continue sur:
www.ecoetfinance.com



L'APSFD-Togo

Une assemblée générale innovante pour un secteur en transformation à Kpalimé

L'Association Professionnelle du Système Financier Décentralisé du Togo (APSFD-Togo) a tenu son assemblée générale ordinaire le 11 septembre 2025 à Kpalimé. Cet événement annuel a réuni les principaux acteurs de la microfinance au Togo autour d'une réflexion sur le bilan de l'année 2024, d'une stratégie pour l'avenir, et d'initiatives novatrices.

Anissatou AFFO

Au programme de cette assemblée, un bilan exhaustif a été dressé, mettant en lumière les réalisations, les défis et les perspectives pour ce secteur crucial. Le rapport moral, le rapport financier, le rapport d'activités ainsi que les rapports sur l'éthique et l'audit ont été adoptés à l'unanimité. Les participants ont également formulé des recommandations concrètes destinées à améliorer la qualité des services offerts aux populations, un objectif fondamental dans le contexte économique actuel.

Parmi les enjeux majeurs discutés, la question du risque de crédit a occupé



une place centrale. Kokou Gabiam, président du conseil d'administration de l'APSFD-Togo, a souligné les difficultés croissantes en matière de recouvrement, notamment pour les crédits de gros montants. Face à cette situation, un séminaire sur la gestion des risques a été organisé le lendemain de l'assemblée, soulignant la nécessité criante de solutions adaptées afin

de préserver la rentabilité et la stabilité du secteur de la microfinance.

Mais au-delà de ces problématiques, l'assemblée générale 2025 a frayé la voie à une nouvelle ère d'innovation. En effet, la digitalisation, l'intelligence artificielle (IA) et l'intelligence émotionnelle (IE) ont été mises en avant comme leviers stratégiques pour soutenir la transformation

du secteur. Gabiam a présenté l'IA comme une opportunité pour automatiser les processus, optimiser le traitement des plaintes et des demandes de crédit, et favoriser l'inclusion financière. Cette perspective a été accueillie avec enthousiasme par de nombreux responsables d'institutions, y compris Mireille Messangan de Cofina Togo, qui a insisté sur l'importance de l'IE pour renforcer la cohésion d'équipe. Dans ce contexte, KOUESSAN Dédé Adjovi de CETRASOC a partagé son enthousiasme pour ces thématiques innovantes encore peu explorées dans le secteur, témoignant d'une volonté collective de s'aligner sur les meilleures pratiques mondiales. De son côté, ATSU Kossiwa Pasia, vice-présidente de la COPEC Togo Port, a souligné l'importance de l'intelligence émotionnelle dans la gestion des ressources humaines, la considérant

comme un outil essentiel pour la croissance des organisations.

En clôture de cette assemblée riche en échanges, le trésorier général de l'APSFD, Léonel Segla Soussou, a résumé la combinaison IA-IE comme une approche intégrée innovante, à même de dynamiser les institutions de microfinance et de garantir leur pérennité à long terme. Cette assemblée générale 2025 réaffirme la volonté du secteur de se réinventer face aux défis contemporains, en plaçant l'humain et la technologie au cœur de sa transformation, un pas important vers un avenir plus résilient et inclusif pour la microfinance au Togo.

Créée en 2004, l'APSFD-Togo occupe une place stratégique dans l'encadrement et la promotion de la microfinance au Togo. En réunissant les Systèmes Financiers Décentralisés agréés, elle joue le rôle de lien entre les institutions, les autorités publiques et les partenaires techniques et financiers, dans une dynamique de professionnalisation et d'impact social.

FSRP

30 projets à fort potentiels évalués à la phase finale de l'Open Innovation destinée aux technologies agricoles

Du 6 au 9 septembre 2025, la ville de Tindjassi, dans la préfecture de Mò, a accueilli la phase finale de l'Open Innovation consacrée aux technologies agricoles. Cette initiative vise à promouvoir des solutions numériques innovantes, adaptées aux réalités du secteur agricole togolais.

Pendant quatre jours, 30 porteurs de projets à fort potentiel ont présenté leurs innovations devant 12 startups spécialisées, des producteurs, des experts domaines du ministère de l'agriculture et des représentants institutionnels.

La cérémonie d'ouverture, présidée par M. Philippe K. TCHODIE, président du Haut Collège pour le développement de la préfecture de Mò, s'est déroulée en présence des responsables du gouvernement dont le Secrétaire Général du ministère de l'Agriculture, le Secrétaire Général du ministère de l'Économie et des Finances, du préfet de Mò représentant du gouverneur de la région centrale, du directeur régional de l'agriculture représentant le préfet de tchaoudjo, des responsables

de l'OTR ainsi que des autorités locales et administratives.

A l'entame de ses propos, le président du haut collège pour le développement de la préfecture de Mò a salué la tenue de cette initiative à Tindjassi autrefois surnommé « le 6ème continent ». Il a exprimé toute sa gratitude au ministère de l'agriculture, aux structures partenaires et à TogoTech pour cette innovation technologique qui concourt au désenclavement de la préfecture. « L'une des meilleures voies de désenclavement, en dehors des routes, reste la technologie », a-t-il souligné

Prenant la parole au nom du Ministre de l'Agriculture, le Secrétaire Général, M. TEZIKE Madadozi, a exprimé ses remerciements aux partenaires publics et privés engagés dans



le développement du secteur. Il a insisté sur l'importance des technologies numériques (high tech) dans la dynamique de modernisation de l'agriculture togolaise.

« L'Open Innovation arrive à point nommé. Elle nous offre un cadre pour réfléchir ensemble aux opportunités et apports du numérique dans le secteur agricole. L'objectif est clair : faire de l'agritech un levier de transformation durable de notre agriculture et un moteur de croissance inclusive, conformément à la nouvelle vision gouvernementale inscrite dans le Programme de Modernisation de l'agriculture au Togo (ProMAT) », a-t-il affirmé, appelant à des échanges constructifs et porteurs

de solutions concrètes.

En marge de la cérémonie d'ouverture et des présentations, plusieurs panels de discussion ont permis des échanges entre

porteurs de projets, startups et experts afin d'approfondir les défis du secteur et de mieux orienter les innovations proposées.

À l'issue des évaluations, trois projets ont été primés :

- Le premier remporté par AgriMotors : propose une plateforme de mise en relation entre propriétaires d'engins agricoles et main-d'œuvre qualifiée.

- Le deuxième Agri++ propose une solution utilisant un émetteur à ultrasons pour éloigner les bovins et un piège à phéromones pour détecter les chenilles légionnaires.

- Quant au troisième prix décerné à SMARTWATER, il propose un système d'irrigation

automatisé basé sur des capteurs mesurant l'humidité du sol, avec contrôle à distance.

En marge de ses 3 meilleurs prix, deux autres ont été décernés : il s'agit du prix « projet à suivre », remporté par « AgriCréditPlus » et le prix « projet coup de cœur » décerné à « AgriExpert ».

Pour rappel, cette phase finale fait suite à une phase de présélection tenue à Lomé le 22 Aout 2025 et qui a permis d'identifier les porteurs de projets technologiques, les startups, les producteurs et porteurs d'idées technologiques en lien avec les programmes et projets du ministère de l'agriculture.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP). Elle est également intégrée au nouveau Programme de Modernisation de l'Agriculture au Togo (ProMAT), qui mise sur l'innovation pour transformer durablement le secteur.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 12 septembre 2025

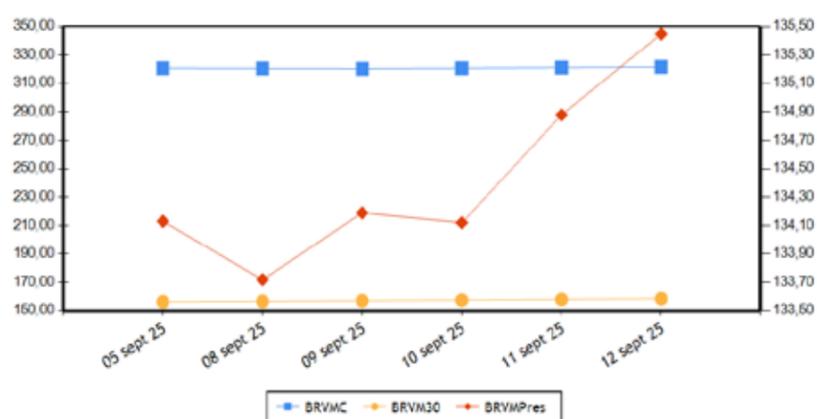
N° 172

BRVM COMPOSITE	321,68
Variation Jour	0,12 %
Variation annuelle	16,54 %

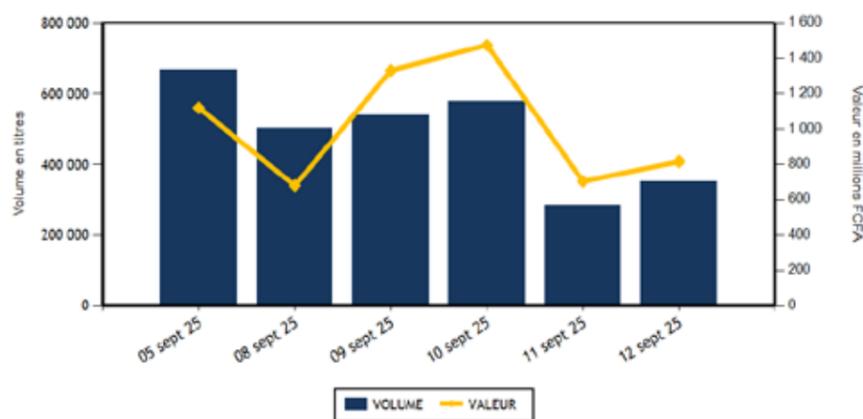
BRVM 30	158,71
Variation Jour	0,35 %
Variation annuelle	14,39 %

BRVM PRESTIGE	135,45
Variation Jour	0,42 %
Variation annuelle	17,95 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 402 537 170 084	0,12 %
Volume échangé (Actions & Droits)	349 699	25,17 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	791 664 085	19,22 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	10,00 %
Nombre de titres en baisse	20	25,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-60,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 913 146 643 181	0,01 %
Volume échangé	2 492	-49,01 %
Valeur transigée (FCFA)	25 315 343	-35,35 %
Nombre de titres transigés	6	-45,45 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-77,78 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	970	7,18 %	136,59 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 180	3,51 %	34,09 %
BIIC BN (BICB)	5 300	3,01 %	
PALM CI (PALC)	8 800	2,33 %	76,00 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	5 200	1,96 %	65,08 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 000	-6,76 %	4,17 %
BERNABE CI (BNBC)	1 400	-6,35 %	31,46 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	-5,56 %	6,25 %
UNILEVER CI (UNLC)	29 995	-2,47 %	363,24 %
LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	4 150	-2,35 %	-12,26 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	135,45	0,42 %	17,95 %	39 101	311 890 345	10,22
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	191,81	-0,59 %	38,88 %	310 598	479 773 740	11,71

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	231,69	-0,62 %	97,42 %	18 794	70 302 295	9,10
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	726,48	0,78 %	-4,91 %	15 068	183 691 670	9,90
BRVM - FINANCES	16	131,45	-0,43 %	29,19 %	265 882	347 859 680	8,63
BRVM - TRANSPORT	1	351,25	0,35 %	6,90 %	1 836	2 634 500	3,71
BRVM - AGRICULTURE	5	333,75	0,68 %	69,36 %	19 400	125 591 380	10,86
BRVM - DISTRIBUTION	7	394,63	0,62 %	17,70 %	26 475	54 578 100	42,85
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	606,26	-1,88 %	-6,65 %	2 244	7 006 460	10,22

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,64	0,78 %	-5,36 %	12 025	174 799 820	9,76
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	122,96	0,23 %	22,96 %	14 579	21 346 720	57,48
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	129,19	-0,43 %	29,19 %	265 882	347 859 680	8,63
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	195,96	-0,37 %	95,96 %	20 687	145 851 260	9,94
BRVM - INDUSTRIELS	6	141,00	0,13 %	41,00 %	13 395	44 777 240	4,98
BRVM - ENERGIE	4	106,80	0,41 %	6,80 %	20 088	48 137 515	13,05
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	108,71	0,97 %	8,71 %	3 043	8 891 850	9,25

Yaoundé

Thychlof décroche un gré à gré de 16 milliards de FCFA pour la collecte des ordures

(Investir au Cameroun) - La Communauté urbaine de Yaoundé (CUY) a récemment attribué à la société Thychlof Sarl un marché de gré à gré pour la collecte des ordures dans les arrondissements de Yaoundé 3^e et 6^e, selon des sources autorisées.

Cette décision fait suite à l'appel d'offres international lancé en urgence en juin 2024 pour quatre lots. Le lot 3, estimé à plus de 16 milliards de FCFA, avait été déclaré infructueux, ouvrant la voie à ce gré à gré. Les trois autres lots avaient été remportés par Hygiène et Salubrité du Cameroun (Hysacam) pour un montant global supérieur à 45 milliards de FCFA.

Selon Investir au Cameroun, Thychlof est actuellement en phase de mobilisation après réception de son

ordre de service, qui autorise le démarrage officiel de l'exécution du marché. L'entreprise négocie notamment un financement bancaire de 3 milliards de FCFA auprès d'un établissement local, destiné à l'acquisition de matériel roulant en Chine pour remplir son cahier des charges. « La durée des prestations est de cinq ans, dont un an pour la tranche ferme et quatre ans pour les tranches conditionnelles d'un an chacune », précise l'appel d'offres de juin 2024.



Cette attribution intervient dans un contexte de crise chronique de gestion des déchets à Yaoundé. L'explosion démographique, l'incivisme d'une partie de la population et l'insuffisance des financements publics compliquent la situation. Si

l'État prend en charge environ 85 % des coûts, contre 15 % pour les communes et communautés urbaines, les retards de paiement pèsent régulièrement sur la trésorerie des prestataires.

Pour y remédier, la loi de finances 2019 a instauré un

droit d'accise spécial sur le ramassage des ordures. Toutefois, les ressources générées restent insuffisantes et subissent des lenteurs de reversement aux collectivités. Entre 2020 et 2022, ce prélèvement a rapporté 60,6 milliards de FCFA, dont 32,2 milliards en 2022, selon les douanes camerounaises.

En mai dernier, la ministre de l'Habitat et du Développement urbain avait lancé les États généraux sur la gestion des déchets urbains, pour analyser collectivement les causes de l'insalubrité et proposer des solutions durables. Malgré ces initiatives, le problème persiste, notamment à Yaoundé, où la prolifération des dépotoirs publics menace la santé des populations.

Gestion publique

Face au déficit et au coût de l'électricité, le solaire se démocratise dans la santé en Afrique

(Agence Ecofin) - Environ 600 millions de personnes n'ont pas d'accès à l'électricité en Afrique, soit presque la moitié des habitants du continent. Pour les zones desservies, les délestages font parfois partie du quotidien des populations. Cette situation a des effets potentiellement graves sur les établissements de santé.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) révèle que 54% des centres de santé communautaires interrogés au Mali dans le cadre d'une étude publiée en août 2025, utilisent un système photovoltaïque avec batteries comme principale source d'énergie. 95% des centres de santé de référence du pays intègrent par ailleurs le solaire dans leur mix énergétique. Ces deux chiffres illustrent une tendance plus large, celle de l'adoption croissante de l'énergie solaire dans les établissements de santé africains, pour faire face aux coupures de courant, aux coûts élevés du diesel et aux limites d'accès au réseau national.

Le solaire, une réponse abordable

Au-delà du Mali, l'installation

d'unités solaires hors-réseau s'impose en effet depuis quelques années sur le continent, de Madagascar à la République centrafricaine. Sur la Grande Île, le projet LEAD soutenu par la Banque mondiale a déjà électrifié 500 centres de santé ruraux auparavant plongés dans le noir.

Grâce à l'installation de dispositifs solaires autonomes, le projet assure désormais à ces établissements un meilleur éclairage, la réfrigération des produits médicaux, la stérilisation et d'autres services améliorant la qualité des soins dispensés à des dizaines de milliers de Malgaches. En Centrafrique, l'Organisation mondiale de la santé a lancé un projet similaire en février 2025, afin d'électrifier 50 centres, dont les 35 hôpitaux de district, grâce à des systèmes décentralisés.

« L'installation de panneaux

solaires avec batteries permettra d'assurer un accès fiable à l'énergie, indispensable au fonctionnement des équipements médicaux, à l'éclairage des salles d'opération, à la conservation des médicaments, ainsi qu'à la communication et à l'approvisionnement en eau potable. En réduisant la dépendance aux générateurs diesel, ce projet contribue aussi à limiter les émissions polluantes, tout en améliorant la santé maternelle et infantile » indique l'OMS dans son annonce.

Au Nigeria, c'est le coût élevé de l'électricité produite par les générateurs qui a conduit Médecins Sans Frontières (MSF) à installer 436 panneaux solaires à l'hôpital général de Zurmi. Ce système de 250 kilowatts a remplacé une consommation mensuelle de plus de 11 000 litres de carburant, tout en permettant de réfrigérer les médicaments et d'assurer les interventions chirurgicales d'urgence sans interruption.

Des simulations menées par l'IRENA dans le cadre de l'étude « Electrification with renewables: Enhancing

healthcare delivery in Mali » montrent effectivement que la bascule vers le solaire, notamment pour les structures qui dépendent de générateurs, permet de réduire les coûts. L'Agence a calculé qu'un centre de santé de référence équipé d'un dispositif solaire de 42 kilowatts, pour un coût de 95 715 USD, couvre la totalité de ses besoins énergétiques.

Dans un scénario de faible consommation de diesel, l'investissement est amorti en 6,5 ans. Lorsque la consommation atteint 30 litres par jour, le retour sur investissement tombe à 2 ans seulement. Et si le facteur coût est déterminant, le rapport souligne aussi la gravité des coupures qui affectent les structures sanitaires au Mali, où 93% des établissements rapportent des soins compromis, 97% du personnel affirme souffrir d'inconfort et 81% rencontrent des problèmes pour conserver les vaccins.

Passer à l'échelle...

La démocratisation du solaire dans la santé en Afrique se concentre pour l'instant majoritairement en zones rurales et hors réseau, là où le

déficit d'électricité est le plus criant. Elle repose néanmoins sur des projets ponctuels portés par des bailleurs de fonds internationaux ou des acteurs privés. Cela interroge sur la nécessité et la pertinence de stratégies nationales intégrant pleinement l'énergie solaire dans l'approvisionnement énergétique des établissements sanitaires sur le continent, aussi bien dans les grandes villes que dans les hameaux.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Afrique possède 60% des meilleures ressources solaires du monde, mais seulement 1% de la capacité de production énergétique. Passer de quelques centaines de centres électrifiés à des milliers suppose toutefois de mobiliser des financements adaptés et d'accélérer l'accès à l'électricité pour le plus grand nombre.

C'est d'ailleurs l'ambition de la Mission 300 lancée en 2024 par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, pour connecter 300 millions d'Africains d'ici 2030 grâce à une combinaison de solutions réseau et hors réseau.

Rentrée scolaire 2025-2026

Les élèves reprennent les chemins des classes dans les Plateaux-est

Atakpamé, 15 sept. (ATOP) – Les classes ont effectivement repris pour le compte de l'année scolaire 2025-2026, le lundi 15 septembre, dans tous les établissements scolaires publics et privés des préfectures de la région des Plateaux-Est notamment Ogou, Anié, Wawa, Akébou, Amou, Est-Mono, Moyen-Mono et Haho.

Dans l'Ogou, le correspondant de l'Agence Togolaise de Presse (ATOP) a effectué une tournée dans plusieurs établissements de la localité notamment au Collège d'enseignement général (CEG) de Sada, aux Lycées d'Atakpamé et Agbonou, aux EPP Sada et CEET, pour constater la présence effective des enseignants et élèves ainsi que l'engouement dans les établissements scolaires.

Dans ces établissements scolaires, les cours ont démarré dès les premières heures de la matinée dans plusieurs classes. « Nous avons enregistré un taux de présence appréciable aussi bien du côté des enseignants que des élèves. Les emplois du temps sont affichés et les cours ont effectivement commencé. Nous encourageons les



parents à poursuivre l'effort pour une présence totale des apprenants dans les jours à venir », a indiqué le directeur du CEG de Sada, Adandzi Hermann.

*Dans le Moyen-Mono, tout semble bien démarrer. Les enseignants et apprenants ont regagné leurs établissements après deux mois de vacances. L'heure est de donner les emplois du temps aux élèves

pour le démarrage des cours.

*Dans le Wawa, le préfet Soménu Atsu Yinassè, accompagné des inspecteurs des enseignements primaires et secondaires, ont sillonné les différents établissements scolaires de la ville de Badou

pour encourager les élèves et le corps enseignant à cette rentrée scolaire. Il a invité les apprenants à travailler pour la réussite à la fin de l'année académique.

Le proviseur du lycée de Badou, Dossou Adivignon et le chef d'inspection Gnakouafré Koffi, ont invité les apprenants au respect du règlement intérieur et à se conformer au statut de l'élève,

la discipline, l'abnégation dans le travail et le respect du corps enseignant.

*Dans l'Est-Mono, le préfet Col Biténiwé Kouma s'est rendu successivement au CEG Elavagnon ville 1, à l'Ecole Primaire publique Centrale, et au Lycée Elavagnon pour souhaiter une bonne rentrée scolaire à tous les élèves ainsi qu'aux enseignants. Il a convié les élèves à « se

battre contre les cahiers et livres afin de réussir à la fin de l'année ».

Le préfet était accompagné du maire de la commune Est-Mono 1, Koffi Akaba, de l'inspecteur d e s

Enseignements Préscolaire et Primaire de l'Est Mono, Batchazi Tchaa, des inspecteurs de l'enseignement du 2eme degré venus d'Anié, respectivement Soba Batokidom et Awéssou Abalo ainsi que les responsables des Forces de Défense et de Sécurité. Ceux-ci ont exhorté les élèves à apprendre, le jour au jour leurs leçons.

*Dans l'Akébou, c'est le

secrétaire général de la préfecture qui a constaté l'effectivité de la rentrée académique. Il les a conviés à la discipline et au travail bien fait pour un bon résultat à la fin d'année.

*Dans le Haho, les autorités locales des communes en leur tête le préfet de Haho, Tchangan Awo ont visité le lycée de Notsé, l'Ecole primaire publique EPP Kpédomé, les lycées de Notsé, Kpédomé et Agbatitoé pour constater le démarrage effectif de la rentrée scolaire. La sortie des autorités a permis de constater l'effectivité de la rentrée scolaire dans la préfecture de Haho, la présence du corps enseignants et les dispositions prises par le gouvernement pour assurer à chaque apprenant une bonne reprise des classes. Le préfet et le maire de Haho 1, Séfenu Laurent, ont rappelé les efforts consentis sur le plan matériel et structurel par le gouvernement pour garantir à tous une bonne reprise des classes. Ils ont rassuré les apprenants de l'engagement du gouvernement à poursuivre la redynamisation du secteur de l'éducation pour une année scolaire prospère et sereine.

Préparatifs UFOA B

Les Éperviers U17 clôturent leur stage par une victoire

En préparation pour le tournoi qualificatif de l'UFOA-B U17, comptant pour la prochaine CAN U17, les Éperviers cadets ont achevé leur stage ce week-end par un succès (1-0) face à l'Académie KOLGOLO, lors de leur dernier match test.

Dès l'entame, les jeunes Éperviers ont pris le contrôle du jeu en occupant efficacement le terrain. Leur domination est concrétisée à la 25^e minute : sur un long dégagement du gardien Gantin Nakinbou, le milieu de terrain Jacques Gbagba (Centre Solingobou) élimine la défense adverse avant d'armer une lourde frappe qui termine au fond des filets.

Ce but reste l'unique réalisation de la rencontre.

En seconde période, les deux formations se livrent un duel intense, avec des occasions de part et d'autre. Mais la défense togolaise, bien en place, réussit à préserver l'avantage jusqu'au coup de sifflet final.

À l'issue de la rencontre, le sélectionneur national a salué la combativité de ses joueurs : « C'est un bon test pour conclure nos matchs de préparation avant l'UFOA-B U17 en Côte d'Ivoire. En face, l'équipe de KOLGOLO



a montré beaucoup d'envie et nous a posé de réels problèmes. Heureusement, nous avons pu marquer tôt grâce à Gantin et Gbagba. Ensuite, nous avons beaucoup défendu, raté quelques occasions, mais

dans l'ensemble, cela nous a permis de mieux ficeler notre équipe », a-t-il déclaré.

Concernant le Ghana, premier adversaire des Éperviers lors du tournoi, le coach reste prudent : « Nous connaissons leur réputation, mais pas leur

état de forme actuel. Ce sera un match difficile, mais nous comptons sur notre travail pour bien encadrer notre équipe et neutraliser leurs atouts ».

Les Éperviers U17 entreront en lice le 20 septembre à 16 heures face au Ghana, dans le cadre du tournoi de l'UFOA-B en Côte d'Ivoire. Avant cela, le sélectionneur Maurice Noutsoudjè animera une conférence de presse ce lundi 15 septembre à 10 heures au siège de la FTF pour dévoiler la liste officielle des joueurs retenus pour cette compétition qualificative à la CAN U17.

28 NOV

14 DEC

2025

FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOMÉ

Foire de toutes les opportunités

FOIRE
INTERNATIONALE DE

40 ANS

LOMÉ

ICI NAISSENT LES GRANDES RENCONTRES

THÈME : « 40 ANS D'HISTOIRE, 20 ÉDITIONS :
UN REGARD SUR LE PASSÉ, UN CAP SUR L'AVENIR »

+228 91 20 70 70
+228 99 20 70 70



www.cetef.tg



CETEF
TOGO-2000